



Monsieur le président du CHSCT,

Lors de la réunion du 7 novembre dernier, vous nous avez indiqué que les projets de déménagement de la phase 2 allaient être reconsidérés et qu'ils ne donnaient plus lieu à ce stade à un calendrier défini. A nouveau et comme nous l'avons déjà souligné dans notre communication du 18 octobre, nous avons insisté collectivement, et vous en étiez d'accord, sur l'association du CHSCT à chaque étape des déménagements et sur la conduite d'une réflexion d'ensemble qui associe à la fois les représentants des personnels et chaque collectif de travail pour l'expression des besoins et la conception des locaux. Or depuis cette réunion, aucune concertation n'a été engagée et même les documents demandés n'ont pas été transmis.

Nous avons seulement reçu le 22 décembre une communication qui informe de la suite des déménagements présentés lors des derniers CHSCT, où nous avons découvert que des locaux ont été trouvés pour le SIES avec une prise à bail au 1^{er} janvier 2017. Or les agents du SIES avaient été informés bien en amont de l'implantation envisagée près de la gare de Lyon, raison pour laquelle ils ont tenu leur assemblée générale relative au déménagement le 15 décembre. L'absence de dialogue et le décalage dans l'information des représentants des personnels au CHSCT n'est pas acceptable. Seul un groupe de travail technique sur le calcul des surfaces dont le principe avait été arrêté le 18 octobre se tiendra, enfin, le 24 janvier. Ce n'est évidemment pas suffisant.

Nous demandons donc le respect des instances et à ce titre que se tienne au plus vite **une réunion du CHSCT dès le mois de janvier** pour examiner les projets de déménagements évoqués dans la communication du 22 décembre et revenir sur la problématique générale des déménagements au sein de l'administration centrale. **Nous réitérons notre demande d'expertise de cette restructuration immobilière**, en vertu de l'article L.4614-12 du Code du travail.

Sur le même sujet, **le secrétaire général vous a aussi demandé lors du CTAC du 23 novembre dernier d'organiser un dialogue sur la politique immobilière. Nous demandons que cet engagement soit tenu.** Le début de l'année 2017 doit être le moment de reprendre nos travaux avec plus de méthode et avec une vision d'ensemble. C'est pourquoi **nous vous adressons ci-joint une proposition de démarche de concertation sur la politique immobilière, l'aménagement des locaux, les déménagements et les mesures d'accompagnement à l'administration centrale** qui pourrait être lancée très rapidement si vous voulez bien la reprendre à votre compte.

En vous remerciant d'avance de bien vouloir donner suite à nos demandes,
Les représentants des personnels au CHSCT

Claude MARCHAND
Sylvie AEBISCHER
Représentants CGT au CHSCT

Johnny CALDERARO
Martine DANTINNE
Représentants CFTD au CHSCT

Sylvie CEKIC
Représentante UNSA au CHSCT